

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 22/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EGGFARMS SAS

453 BD DE LA REPUBLIQUE
62232 Annezin

Code AIOT : 0059100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2023 dans l'établissement EGGFARMS SAS implanté Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 26/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a commencé dans le bureau du Maire de la commune de VAUGRIGNEUSE, fortement impactée par une prolifération de mouche. Le représentant du collectif de voisinage, à l'origine de plusieurs plaintes était également présent. L'équipe d'inspection a pu écouter leur doléances et se rendre compte de l'impact de la prolifération de mouches, de manière récurrente sur les biens et les habitations voisines du site classé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGFARMS SAS
- Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains
- Code AIOT : 0059100019
- Régime : Autorisation

Le site est classé sous le régime de l'autorisation par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2013, pour les rubriques 2111 (activité d'élevage, vente, etc. de volailles, gibier à plumes, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques). L'activité relève de la directive 2010/75/UE dite IED (directive relative aux émissions industrielles), au titre de la rubrique 3660 Élevage intensif, créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 :

Rubrique	Classement	Libellé	Activité
3660-a	A	Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	160 000 poules pondeuses

Les activités sont encadrées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier installation classée ;
- Intégration dans le paysage ;
- Propreté – Insectes – Rongeurs ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Installations électriques et techniques – Plans – FDS ;
- Eaux pluviales ;
- Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les plaintes concernant la prolifération de mouches ont pu être confirmées lors de l'inspection, particulièrement dans le hangar à fiente et au regard de la gestion de celui-ci. L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions, notamment en termes de fréquence d'enlèvement des fientes, pour empêcher la prolifération des insectes dans le hangar à fientes (article 10 de l'arrêté du 27

décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2111).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2013, article 13	/	Sans objet
7	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Essone de mettre en demeure l'exploitant de fournir sous un délai de trois mois une étude technico-économique pour régler le problème de stockage des fientes sans que ce stockage soit envahi de mouches. Dans l'attente de mise en oeuvre de mesures de prévention efficace, l'inspection propose de demander l'enlèvement des fientes sans délais puistous les dix jours, en fournissant au service de l'inspection les bordereaux de suivi de déchets de la société en charge de la collecte de ces déchets, jusqu'à la mise en place du dispositif pérenne qui sera proposé par l'exploitant à l'issue de l'étude technico-

économique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (article 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. Art. 23)- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. Art. 27-4) ;- le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. Art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. Art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Le dossier a été partiellement établi mais n'est pas présent sur le site, la présence des pièces n'a pas pu être vérifiée de manière exhaustive. NC 1 : L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter les dispositions de l'article 4, en mettant en place sur le site de l'installation classée, un dossier comprenant toutes les pièces requises dans l'arrêté susvisé, en y incluant le suivi des opérations de maintenance et de contrôles effectués sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'équipe d'inspection a pu constater la propreté des abords et l'intégration dans le paysage de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Lutte contre les nuisibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection a constaté la présence d'appâts et de pièges sur l'installation d'élevage. Toutefois une prolifération des mouches a été constatée dans le hangar à fientes, ainsi que des amas de fientes sur le parvis du hangar, corroborant les plaintes de voisinage concernant des invasions de mouches.</p> <p>NC 2 : L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter les dispositions de cet article, en transmettant à l'Inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, une étude technico-économique proposant des solutions pour assurer le stockage des fientes sans mouches.</p> <p>Dans l'attente, il est également proposé d'imposer à l'exploitant, par un arrêté de mesures d'urgence, de mettre en place sans délai un enlèvement des fientes en présence, puis tous les dix jours, en fournissant au service de l'Inspection les bordereaux de suivi de déchets émis dans le cadre de ces collectes, jusqu'à la mise en place du dispositif choisi par l'exploitant pour éviter la prolifération des mouches.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. La protection interne contre l'incendie est complétée par : <ul style="list-style-type: none">- une réserve de 100 m³ ;- pour le stockage de fuel et le groupe électrogène d'un extincteur à poudre de 6 kg ;- pour les armoires électriques d'un extincteur au dioxyde de carbone de 2 à 6 Kg ; Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : L'inspection a constaté la présence des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que la réalisation des contrôles sur ces dispositifs. Toutefois un rapport devra être inséré dans le dossier prévu à l'article 4, précisant les interventions réalisées par l'organisme de contrôle et maintenance lors de son passage (échange extincteur, recharge etc.)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – Electricité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de la société SOCOTEC daté du 20 janvier 2023.</p> <p>Toutefois aucune des 5 anomalies n'a été levée depuis.</p> <p>NC 3 : L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure, sous un délai de trois mois, de respecter cette disposition, en transmettant à l'Inspection les éléments permettant de connaître les suites données aux vérifications de la société en charge des contrôles des installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Collecte eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 2013, au titre 4 : "Gestion des eaux pluviales : les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduelles et des effluents d'élevage et sont collectées vers un bassin de régulation de 240 m3."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les gouttières des deux bâtiments d'élevage P1 et P2 sont sectionnées à 1,50 mètres du sol et ne sont plus dirigées vers le bassin prévu à cet effet.</p> <p>NC 4 : L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure sous un délai de trois mois, de fournir à l'Inspection les justificatifs de connexion de gouttières des bâtiments P1 et P2 au réseau de collecte des eaux de pluie, vers le bassin de régulation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection a constaté la bonne gestion des déchets, vers les installations réglementées, ainsi que l'arrivée sur l'installation d'un container réfrigéré pour stocker les cadavres et sous-produits animaux en vue de leur collecte par l'équarrisseur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet